

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
VEILLE	4
1. États-Unis	4
2. OTAN	4
3. France	4
QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES	5
1. Les conséquences du COVID-19 sur la dissuasion nucléaire Par Marie-Alix Lanternier, FRS et Emmanuelle Maitre	5
2. La Chine et les essais nucléaires de faible intensité : nouvelles questions ? Par Valérie Niquet	8
QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES	10
3. Corée du Nord : la reprise des essais balistiques entre réalité stratégique et crise sanitaire Par Benjamin Hautecouverture	10
PUBLICATIONS ET SEMINAIRES	16
1. Nuclear risk reduction: How could the EU contribute? Par Sico Van Meer, Policy Brief, Clingendael, mars 2020.	16
CALENDRIER	18

Avril 2020

AVANT-PROPOS

Alors que l'épidémie de COVID-19 domine l'actualité internationale, ce bulletin recense les conséquences observées ou attendues en matière de dissuasion, notamment pour ce qui est des effectifs dans la période actuelle, mais également dans le plus long terme sous un angle budgétaire et industriel.

Il évoque également le dernier rapport du Département d'État sur le respect par les différents États des accords de non-prolifération et de maîtrise des armements, et en particulier l'accusation concernant la Chine d'un non-respect du TICE.

Enfin, il étudie le cycle d'essais de missiles de courte portée réalisé en mars 2020 par la Corée du Nord.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

1. États-Unis

Le **15 avril 2020**, le *2020 Adherence to and Compliance with Arms Control, Nonproliferation, and Disarmament Agreements and Commitments* suggère que la [Russie et la Chine ont procédé à des expérimentations nucléaires prohibées](#) par le TICE¹.

En **avril 2020**, Donald Trump annonce la nomination de [Marshall Billingslea comme Envoyé spécial pour la maîtrise des armements](#). Il était auparavant [responsable du contreterrorisme au Département du Trésor](#) et s'est fait connaître sous l'administration Bush pour avoir été

[en charge « des opérations spéciales » pendant la guerre en Irak](#)².

Le **16 avril 2020**, l'*US Air Force* met fin à la présence de [bombardiers stratégiques B-52](#) sur Guam³.

Le **17 avril 2020**, Mike Pompeo indique à son homologue russe Sergei Lavrov que [tout futur accord de maîtrise des armements devra inclure la Chine](#)⁴.

Le **17 avril 2020**, l'*Air Force* annonce la [sélection de Raytheon](#) comme unique partenaire industriel pour la production du missile LRSO⁵.

Le **24 avril 2020**, le Département d'Etat publie un article défendant le choix de déployer des [armes de plus faibles puissance sur les SNLE](#)⁶.

2. OTAN

[L'Allemagne aurait commandé 45 F-18 Super Hornet](#) de chez Boeing, pour remplacer ses Tornado participant à la mission nucléaire de l'OTAN⁷.

3. France

Le **31 mars 2020**, les Forces aériennes stratégiques réalisent un [exercice Poker](#)⁸.

¹ Executive Summary of the 2020 Adherence to and Compliance with Arms Control, Nonproliferation, and Disarmament Agreements and Commitments (Compliance Report), Report, Bureau of Arms Control, Verification and Compliance, avril 2020.

² Rebecca Kheel, « Trump names arms control envoy as treaty's expiration looms », *The Hill*, 10 avril 2020.

³ Joseph Trevithick, « The Air Force Abruptly Ends Its Continuous Bomber

Presence on Guam After 16 Years », *The Drive*, 17 avril 2020.

⁴ Jonathan Landay, « Pompeo tells Russia's Lavrov any new arms control talks must include China », *Reuters*, 17 avril 2020.

⁵ Leah Bryant, « Air Force selects single contractor for long-range standoff nuclear weapon », *Air Force Nuclear Weapons Center*, 17 avril 2020.

⁶ « Strengthening Deterrence and Reducing Nuclear Risks : The

Supplemental Low-Yield U.S. Submarine-Launched Warhead », *Arms Control and International Security Papers*, vol. 1, n°4, 24 avril 2020.

⁷ Konstantin von Hammerstein et Matthias Gebauer, « Geheim-Mail ans Pentagon », *Spiegel*, 22 avril 2020.

⁸ « En pleine épidémie, la France montre que sa force de frappe est intacte », *Le Télégramme*, 1 avril 2020.

1. **Les conséquences du COVID-19 sur la dissuasion nucléaire**

Par Marie-Alix Lanternier, FRS, et Emmanuelle Maitre

À la fois mobilisées et atteintes par le COVID-19, les forces armées à travers le monde cherchent à trouver un équilibre entre le maintien de leurs capacités d'action et la protection de la santé de leur personnel, sans laquelle elles ne peuvent remplir leur mission de défense, de protection mais aussi de dissuasion. Si la dissuasion repose en partie sur l'état des arsenaux nucléaires potentiellement affectés par les conséquences économiques et industrielles de la crise, elle est tout aussi dépendante de l'élément humain. La dissuasion est donc concernée par tous les aspects de cette crise sanitaire, dans l'immédiat comme sur le plus long terme.

Le 29 avril 2020, Hans Kristensen, affilié au groupe de réflexion et d'information *Federation of American Scientist* (Fédération des scientifiques américains), écrivait qu'il n'y avait plus qu'une seule base nucléaire américaine épargnée par le COVID-19⁹. Si l'amiral Charles Richard, à la tête du commandement stratégique des États-Unis (*US STRATCOM*), assure que la capacité de dissuasion nucléaire américaine n'est pas diminuée par la pandémie¹⁰, on sait qu'au moins quatre porte-avions américains ont été atteints par le COVID-19, dont l'USS *Theodore Roosevelt*, forcé de rentrer au port de Guam, ce qui illustre la possibilité d'une contagion au sein d'autres équipages de la *Navy*. Pour autant, la culture et l'entraînement des forces stratégiques, programmées pour opérer dans des circonstances difficiles, ont *a priori* permis d'éviter de mettre en cause l'exercice de la dissuasion aux États-Unis. De plus, le personnel impliqué dans la mise en œuvre de la Triade nucléaire a été considéré en priorité lorsque les forces armées américaines ont mis en place des mesures de dépistage et de protection. Elles ont également fait preuve d'anticipation dans la mise en œuvre de mesures de prophylaxie¹¹. En Russie, la totalité de l'équipage d'un sous-marin non-nucléaire ayant été en contact indirect avec un cas confirmé de COVID-19 est désormais en quarantaine. En Grande-Bretagne, c'est le Premier ministre Boris Johnson lui-même, plus haut échelon de la chaîne de commandement nucléaire, qui a été contaminé. Aucun commentaire n'a été fait sur la transmission du « bouton nucléaire » britannique en ces circonstances¹², il est toutefois de notoriété publique qu'une délégation d'autorité est possible à des membres

⁹ Hans Kristensen, [Twitter](#), 29 avril 2020.

¹⁰ John Krzyzaniak, « How nuclear forces worldwide are dealing with the coronavirus pandemic », [The Bulletin of the Atomic Scientists](#), 14 avril 2020.

¹¹ Bryan Bender, « How the nuclear force dodged the coronavirus », [Politico](#), 23 avril 2020.

¹² Guy Faulconbridge et Kate Holton, « Who has the UK nuclear button while Johnson is ill? No comment », [Reuters](#), 7 avril 2020.

désignés du gouvernement dans la responsabilité d'ordonner une frappe nucléaire en cas d'indisponibilité du Premier ministre¹³. Cette situation d'épidémie met en lumière la nécessité de disposer de quatre SNLE pour assurer la permanence à la mer en tout temps puisque deux SNLE britanniques sont actuellement en maintenance longue durée¹⁴. La possibilité d'un tel risque épidémique aurait à ce titre été déjà envisagé par la *Royal Navy*¹⁵.

Alors que certains émettent l'idée que face à la crise actuelle, l'OTAN devrait reconsidérer sa conception d'« adversaire »¹⁶, le Secrétaire général de l'OTAN n'a de cesse de rappeler que les menaces sécuritaires n'ont pas disparu avec l'épidémie et qu'elles en sont même potentiellement renforcées. Il affirme qu'il est impératif de maintenir la capacité de défense et la dissuasion de l'OTAN dans un contexte où ses adversaires pourraient chercher à exploiter la crise sanitaire à leur avantage. Il affirme que la mobilisation des forces de l'OTAN dans la gestion de la crise du COVID-19 et les mesures de protection prises pour protéger la santé de leur personnel n'empêchent pas qu'elles restent opérationnelles et prêtes à répondre à n'importe quelle menace.

Mais des interrogations subsistent sur le plus long terme et notamment les choix politiques qui seront faits à l'issue de la crise. Les dirigeants européens peuvent être tentés de favoriser leurs dépenses économiques au détriment de leurs budgets de défense et même si l'objectif de 2% du PIB imposé à chaque État membre est conservé (voire pourrait plus facilement être atteint), la valeur réelle des sommes allouées à la défense diminuera considérablement au vu de la contraction certaine des PIB de chaque Allié.

La question budgétaire est également source d'inquiétude en ce qui concerne l'autonomie stratégique de l'Union Européenne. Une analyse du *German Council on Foreign Relations*¹⁷ explique que si les dirigeants européens ont les mêmes réflexes à l'issue de cette crise que ceux qu'ils ont adoptés en 2008 en décidant de donner la priorité aux dépenses socio-économiques par rapport à celles telles que les enjeux sécuritaires, on assistera à un effondrement de l'ambition visant à établir une posture européenne de dissuasion et de défense qui laisserait l'Europe vulnérable. De plus, la crise pourrait pousser les États-Unis à envisager de se retirer de l'OTAN pour ne plus avoir à financer la défense européenne. Cette même analyse recommande que l'Union Européenne et l'OTAN réactivent leur coopération afin de se mettre d'accord, ensemble et dès que possible, sur les choix politiques les plus judicieux en matière budgétaire et surtout pour empêcher que les États ne prennent des mesures de redressement individuelles et non-concertées. Jens Stoltenberg considère d'ailleurs que pour renforcer la résilience de l'OTAN, cette dernière doit travailler en étroite collaboration avec ses partenaires internationaux, dont l'Union Européenne.

¹³ Bruno Tertrais et Jeffrey Lewis, « The Finger on the Button: The Authority to Use Nuclear Weapons in Nuclear-Armed States », *CNS Occasional Paper*, n°45, février 2019.

¹⁴ Sebastian Brixey-Williams, « Will COVID-19 force a break in the UK's Continuous At-Sea Deterrence? », *BASIC*, 2 avril 2020.

¹⁵ Andrew Corbett, *Twitter*, 24 avril 2020.

¹⁶ Press conference by NATO Secretary General Jens Stoltenberg following the virtual meeting of the North Atlantic Council in Defence Ministers' session, *NATO*, 15 avril 2020.

¹⁷ Sophia Becker, Christian Mölling et Torben Schütz, Deterrence and Defense in Times of COVID-19, *DGAP Policy Brief*, n°9, avril 2020.

En France, désormais le seul État membre de l'Union européenne à posséder l'arme nucléaire, le COVID-19 a déjà des effets potentiels sur les éléments concourant à la dissuasion avec la contamination de plus de 1 000 marins du groupe aéronaval emmené par le porte-avions *Charles de Gaulle*. Mais même si le *Charles de Gaulle* participe à la dissuasion nucléaire grâce à sa capacité d'emport du missile aéroporté ASMPA sur le Rafale-M, son rapatriement n'a pas de conséquence immédiate sur la force de dissuasion française puisque la FANu n'est pas générée en permanence. Les conséquences du COVID-19 concernent également le secteur industriel de la défense. *Naval Group*, par exemple, a généralisé le télétravail pour tout son personnel, mais le travail sur les chantiers de construction ou de réparation de bâtiments de surface et de sous-marins est très exposé et ne peut se faire à distance¹⁸. Le ministère des Armées ayant demandé aux industriels de maintenir leurs activités indispensables aux forces armées pour qu'elles puissent mener leurs missions¹⁹, *Naval Group* est obligé de se concentrer sur ses missions essentielles dont la plus importante est « *d'assurer le maintien de la posture de dissuasion, qui repose en particulier sur le bon fonctionnement des quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de la Marine nationale, et de tous les moyens associés à leur sûreté, comme les frégates, sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) et chasseurs de mines* »²⁰. Ceci-dit, les moyens mis en place dans certaines entreprises pour assurer la continuité des activités tout en protégeant la santé des travailleurs permet aussi une accélération de l'innovation en matière d'organisation du travail dans le secteur²¹.

En ce qui concerne le budget de la défense en France, la ministre des Armées Florence Parly affirme qu'au vu du rôle important de soutien joué par les militaires dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire actuelle, il serait absurde d'opposer le militaire et le sanitaire. Elle espère donc que le Parlement sera attentif à ce que le budget de l'armée soit conservé²².

Enfin, s'il est certain que la pandémie de COVID-19 affecte la dissuasion, elle n'est pas dénuée d'effets sur la non-prolifération et la maîtrise des armements. Du point de vue de la non-prolifération, la crise sanitaire a obligé le report de plusieurs mois de la conférence d'examen du TNP qui devait avoir lieu à New-York fin avril. De plus, la crise intervient en plein délitement du cadre légal de maîtrise des armements, et elle est citée aux États-Unis comme un facteur pouvant ralentir la négociation d'un successeur au Traité *New Start*²³. Dans une approche associée au désarmement, certains cherchent à sensibiliser à la question en comparant les effets de la crise sanitaire à ceux d'une explosion nucléaire²⁴. Jeffrey Lewis, expert de la maîtrise des armements, compare ainsi la gestion de la crise par le gouvernement américain à une potentielle gestion de crise nucléaire pour déplorer les dysfonctionnements du gouvernement américain. Enfin, d'après l'étude précédemment citée du *German Council on Foreign Relations*, l'issue de la crise constituerait une opportunité à saisir en matière de désarmement puisque la plupart des États auront alors intérêt à contracter leurs dépenses militaires. On pourrait alors même

¹⁸ Vincent Groizeleau, « Naval Group : priorité à la dissuasion », [Mer et Marine](#), 18 mars 2020.

¹⁹ Michel Cabirol, « Covid-19 : les industriels de l'armement priés de livrer coûte que coûte les armées », [La Tribune](#), 7 avril 2020.

²⁰ Vincent Groizeleau, op. cit.

²¹ Murielle Delaporte, « Base industrielle et technologique de défense : le Covid-19, incubateur d'innovation ? », [OPS](#), 9 avril 2020.

²² Audition de Mme Florence Parly, ministre des Armées, [Commission de la Défense](#), Assemblée nationale, 17 avril 2020.

²³ Marc Finaud, « Five reasons why the COVID-19 crisis is related to arms control », [GCSP](#), 3 avril 2020.

²⁴ Michael Krepon, The Covid-19 and Nuclear Plagues, [Arms Control Wonk](#), 13 avril 2020.

envisager des négociations entre les États-Unis et la Russie puisqu'avec la baisse du prix du pétrole, la Russie ne sera peut-être plus en mesure de poursuivre ses plans de modernisation comme prévu. D'autant plus que les États-Unis n'en sont qu'au début de la modernisation de leur arsenal nucléaire. Une implication de la Chine dans cette voie reste cependant incertaine, alors que Pékin a renforcé son arsenal nucléaire et grandement investi dans la modernisation de ses forces militaires en général, et semble s'être engagée dans une rhétorique agressive en réponse aux questions visant la gestion du régime dans l'origine de la pandémie.

Cela dit, si pour certains le COVID-19 est l'occasion de militer pour le désarmement, pour d'autres, il représente une opportunité de mettre en perspective la dissuasion nucléaire en abordant les cas dans lesquels l'arme nucléaire devrait être susceptible d'être utilisée pour couvrir une éventuelle attaque biologique²⁵.

2. **La Chine et les essais nucléaires de faible intensité : nouvelles questions ?**

Par Valérie Niquet

Le 15 avril 2020, le Département d'État a publié le résumé de son rapport annuel au Congrès « *Compliance with Arms Control Non Proliferation and Disarmaments Agreements and Commitments* »²⁶. Le rapport note, concernant la Chine, « *un niveau élevé d'activité sur le site du Lop Nor* » et pose la question de possibles essais nucléaires de basse énergie, en contradiction avec le principe « *d'interdiction absolue* » de toute réaction en chaîne adopté notamment par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni dans leur interprétation du TICE.

La Chine a immédiatement dénoncé les « fausses accusations » du rapport selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Zhao Lijian²⁷.

Alors que ni les États-Unis ni la Chine n'ont ratifié le TICE et que celui-ci n'est pas entré en vigueur, des experts occidentaux soulignent que la notion de *low yield* ou *zero-yield* n'est pas inscrite dans les termes du TICE. Il n'y aurait donc pas de rupture de « conformité »²⁸. Par ailleurs, les signaux pourraient être ceux d'un essai « sous-critique », sans réaction en chaîne, autorisé par le TICE²⁹. On rappelle également que le rapport 2019, focalisé sur la Russie, était très « politisé » et manquait d'objectivité. L'Administration Trump utiliserait ces accusations pour dénoncer la signature américaine du TICE comme elle a dénoncé le traité FNI³⁰.

²⁵ Tom Rogan, « Coronavirus, super-plagues, and why we need nuclear deterrence against biological warfare », [The Washington Examiner](#), 27 février 2020.

²⁶ « Executive Summary of the 2020 Adherence to and Compliance with Arms Control, Nonproliferation, and Disarmament Agreements and Commitments (Compliance Report) », Report, Bureau of Arms Control, Verification and Compliance, [Département d'État](#), avril 2020.

²⁷ Julian Borger, « China May Have Conducted Low Level Nuclear Test US Claims », [The Guardian](#), 16 avril 2020 et Josh K. Elliott, « China Denies Holding Secret Nuclear Weapon Tests Underground », [Global News](#), 16 avril 2020. Zhao Lijian a multiplié les déclarations accusant des militaires américains d'être à l'origine du virus de Wuhan.

²⁸ Brad Glosserman, « It's Time for Nuclear Talks with China », [Japan Times](#), 22 avril 2020 et Rebecca Hersman, « Decoding the latest US Report on Arms Control: Are Russia and China Really Cheating? », [CSIS](#), 17 avril 2020.

²⁹ Jeffrey Lewis, [@armscontrolwonk](#), 16 avril 2020.

³⁰ Brad Glosserman, op. cit.

Dans un environnement que Pékin analyse comme celui d'une compétition nucléaire accrue avec les États-Unis dans un contexte stratégique dégradé, la question du développement des capacités nucléaires de la Chine – et notamment celle des armes tactiques – est toutefois posée³¹. Par ailleurs, la Chine continue de s'opposer avec force à toute participation à des négociations de contrôle des armements intermédiaires, nucléaires ou conventionnels, souhaitées par les États-Unis. « *China has no intention to participate in such negotiations and will not be made part of it* » selon les déclarations de Li Song, Ambassadeur pour les questions de désarmement.³²

La Chine a accéléré et développé son programme de simulation, procédant à une moyenne de cinq expériences par mois de 2014 à 2017 selon un rapport de la *China Academy of Engineering Physics*.³³ Les simulations ont lieu dans des tunnels, sous les monts Mianyang, au Sichuan. L'objectif est de produire des armes tactiques « plus petites et plus précises » pour répondre aux capacités développées aux États-Unis d'armes de précision. Selon le rapport, la Chine a considérablement amélioré la technologie nécessaire à des simulations répétées³⁴.

Toutefois, un article publié en 2013 par la *State Administration of Science, Technology and Industry for National Defense* (SASTIND) soulignait que, si les simulations sont essentielles pour comprendre la « performance » d'une arme nucléaire et constituent la méthode la plus utilisée pour des raisons de coût et de faisabilité, elles ne pouvaient totalement se substituer aux essais nucléaires »³⁵. Cette analyse pourrait donner plus de poids aux accusations contenues dans le rapport 2020 du Département d'État.

³¹ Jeffrey Lewis, op. cit. ; Li Bin, « The Revival of Nuclear Competition in an Altered Geopolitical Context: a Chinese Perspective », *Daedalus*, vol.149, n°2, 23 mars 2020.

³² Li Jiayao, « Chinese envoy deeply regrets, firmly opposes U.S. withdrawal from INF Treaty », *Xinhuanet*, 7 août 2018.

³³ Stephen Chen, « China Steps Up Pace in New Nuclear Arms Race with US and Russia as Experts Warn of Raising Risk of Conflict », *South China Morning Post*, 28 mai 2018.

³⁴ Idem. Selon l'article, la Chine utilise un *Multistage gas-gun with a high quality graded impactor*.

L'article indique que « *China is aggressively developing its next generation of nuclear weapons, conducting an average of five tests a month to simulate nuclear blasts, according to a major Chinese weapons research institute. Its number of simulated tests has in recent years outpaced that of the United States, which conducts them less than once a month on average. Between September 2014 and last December, China carried out around 200 laboratory experiments to simulate the extreme physics of a nuclear blast, the China Academy of Engineering Physics reported in a document released by the government earlier this year and reviewed by the South China Morning Post this month. [...] In tunnels deep under mountains in Mianyang, southwestern Sichuan province, where China's main nuclear design facilities are based, loud blasts from these experiments can be heard more than once a week.* »

³⁵ 国家国防科技工业局, 核爆校产模拟 (Simulation des explosions nucléaires), *State Administration of Science, Technology and Industry for National Defense*, 26 septembre 2013.

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

3. *Corée du Nord : la reprise des essais balistiques entre réalité stratégique et crise sanitaire*

Par Benjamin Haute couverture

L'habitude prise d'un rythme élevé d'essais de missiles balistiques par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) depuis 2014 (excepté en 2018), la concentration des préoccupations actuelles sur la crise sanitaire mondiale, et les spéculations qu'alimente l'état de santé du leader nord-coréen depuis la mi-avril³⁶ ont un peu relégué au second plan les essais balistiques menés au mois de mars 2020. Avec neuf tirs, c'est pourtant le plus grand nombre jamais réalisé par le régime en un seul mois.

Les essais de mars 2020

Le 2 mars, deux engins ont été tirés à courte portée depuis Wonsan, dans la province de Kangwon, en direction de la mer du Japon³⁷, parcourant une distance au sol de 200 km avec une apogée de 35 km et un intervalle de 20 secondes entre les lancements. Les deux engins ne sont pas formellement identifiés, mais l'analyse en sources ouvertes suggère des tirs de KN-25. Il s'agit des premiers essais depuis ceux de novembre 2019. Les tirs ont été condamnés par plusieurs pays européens, dont la France.

Le 9 mars, au moins deux, voire trois séries de tirs ont été opérées en direction de la mer du Japon à une distance au sol de 200 km, et une apogée de 50 km. Même si le nom du système n'a pas été révélé, ce sont également des tirs de KN-25 qui ont été identifiés par le Pentagone. Le 21 mars, deux KN-24 ont été tirés vers un îlot en mer du Japon à 410 km de distance, avec une apogée à 50 km. Les tirs ont été supervisés par Kim Jong Un, ce qui n'avait pas été le cas depuis le 31 octobre 2019. Le 29 mars, deux KN-25 ont été tirés depuis Wonsan en direction de la mer du Japon à 230 kilomètres, atteignant une apogée de 30 kilomètres³⁸.

Notons enfin les tirs d'essai du 14 avril portant probablement sur des missiles de croisière de courte portée antinavires, les engins volant 40 minutes sur une trajectoire de 150 kilomètres à l'est de la ville côtière de Munchon³⁹. Le système aurait déjà été testé au mois de juin 2017. Il ne s'agit pas d'une

³⁶ Kim Jong Un n'est pas apparu lors des cérémonies officielles de commémoration de l'anniversaire de naissance de Kim Il Sung le 15 avril 2020.

³⁷ Ou mer de l'Est selon la terminologie coréenne.

³⁸ « North Korea fires two missiles as Seoul condemns 'inappropriate' timing », [The Guardian](#), 29 mars 2020 et « (4th LD) N. Korea fires 2 short-range ballistic missiles into East Sea: JCS », [Yonhap News](#), 29 mars 2020.

³⁹ Dasl Yoon, « North Korea Test-Fires Short-Range Missiles », [The Wall Street Journal](#), 14 avril 2020.

activité anormale ou inhabituelle ; chaque année, les commémorations du 15 avril s’accompagnent d’essais de ce type dans le cadre d’exercices militaires.

Date	Système	Nombre	Distance / Apogée (km)
2 mars	KN-25	2	240 / 35
9 mars	KN-25	3	200 / 50
21 mars	KN-24	2	410 / 50
28 mars	KN-25	2	230 / 30

Il semble donc que les essais du mois de mars ont porté exclusivement sur les systèmes de courte portée KN-24 et KN-25. Pour mémoire, le KN-24 est un engin à un étage, à combustible solide, visuellement très proche du système américain MGM-140 (ATACMS), d’une portée estimée à 400 kilomètres environ, d’une capacité d’emport inconnue mais estimée jusqu’à 500 kg. Il n’y a pas de données sûres sur les dimensions en sources ouvertes, mais son diamètre est estimé entre 700 et 850 mm (estimations hautes)⁴⁰. Selon les sources ouvertes, le KN-25 a un diamètre estimé de 600 mm, une longueur d’environ 8,2 m et un poids d’environ 3 tonnes. Il s’agit donc d’un système plus grand et plus lourd que la plupart des grands systèmes MRL existants connus. C’est également un engin d’une portée de 400 kilomètres.



Photo du tir d’essai de KN-24, 21 mars 2020. Source : KCNA / KNS / VIA AFP-JIJI

Enseignements

La reprise des essais balistiques au mois de mars n’est pas une surprise politique, militaire, ou stratégique. Elle s’inscrit dans une séquence de plusieurs années centrée sur divers essais de fonctionnement de systèmes de courte et moyenne portées récemment développés, avant production puis équipement des forces. Le leader nord-coréen s’était engagé unilatéralement en 2018 à un moratoire sur les

⁴⁰ Michael Elleman, « Preliminary Assessment of the KN-24 Missile Launches », [38th North](#), 25 mars 2020.

essais de longue portée, non sur les portées plus courtes. À ce titre, les essais de mars 2020, pas plus que ceux de l'année 2019, ne constituent de rupture. Les essais avaient repris en mai 2019 et avaient été relativement réguliers jusqu'au mois de novembre, avec un pic au mois d'août (voir graphique ci-dessous).



Source : Shea Cotton, « Expect a surge in North Korean missile tests, and of greater range », Defens News, 10 avril 2020

Trente-cinq essais de missiles ont été réalisés entre mai 2019 et avril 2020, dont moins de cinq semblent avoir échoué en vol. Après une année 2018 sans essai, c'est bien le signe que le développement du programme balistique du régime n'a aucunement faibli au cours de l'année de relance du processus diplomatique bilatéral avec les États-Unis. Même si les essais de l'année 2019 et ceux du mois de mars 2020 concernent des systèmes de courte portée, rien ne permet de penser que le développement de systèmes à plus longues portées a été interrompu. En particulier, les essais récents ayant tous porté sur des missiles à combustible solide, l'on peut penser qu'une même capacité est recherchée sur des portées intermédiaire et longue. Pour mémoire, la Corée du Nord a déjà testé des systèmes à combustible solide à plus longue portée avant le moratoire. Kim Jong Un a annoncé le 1^{er} janvier 2020 ne plus être tenu par ce moratoire. L'on se souvient en outre que Kim Jong-Un avait annoncé dans ce même discours du jour de l'an que serait présentée une « nouvelle arme stratégique » dans un avenir proche. De nouveaux essais sont donc probables. Il reste à savoir comment sera articulée leur programmation dans la séquence politico-diplomatique. Sur les autres segments de portée, les essais du mois de mars inaugurent possiblement une campagne annuelle qui durera jusqu'à l'automne.

Sur le plan capacitaire, les essais de KN-25 ont été opérés par l'artillerie, signe que le missile aurait atteint un niveau de capacité opérationnelle initiale. À noter : l'essai du 9 mars ne serait que le sixième ou le huitième, entre douze et seize engins ayant été tirés au total depuis le développement du système. Par comparaison, entre 32 à 54 KN-09 avaient été lancés en trois ans (entre mai 2013 et mars 2016) avant qu'il ne fût considéré comme ayant achevé son cycle d'essais. Les connaissances acquises grâce au KN-09 ainsi que le coût sensiblement plus élevé du KN-25 pourraient expliquer cette réduction du cycle. Rappelons que le développement du KN-25 est communément analysé comme une solution pour des frappes de saturation à longue distance. S'agissant du KN-24, les essais du 21 mars étaient

les cinquième et sixième en vol. Tirés cette fois à cinq minutes d'intervalle alors que les tirs d'août 2019 avaient été opérés à quinze minutes d'intervalle, c'est bien une amélioration dans le cadre d'un emploi dans des missions de combat. Autre amélioration probable, l'analyse de l'impact de l'un des deux tirs du 21 mars indique une précision augmentée à sensiblement moins de cent mètres.⁴¹ Le KN-24 est désormais dans sa phase ultime de développement et devrait être bientôt déployé. Cité par l'agence KCNA le 22 mars, Kim Jong-Un a déclaré à l'issue des essais du 21 mars : « *les systèmes d'armes de type nouveau que nous avons récemment développés et les systèmes d'armes tactiques et stratégiques en cours de développement contribueront de manière décisive à la réalisation du plan stratégique du Parti visant à modifier radicalement la stratégie de défense nationale.* »⁴² Malgré l'imprécision de la phrase, il semble bien que le KN-24 ne fait pas partie des capacités stratégiques du régime. L'engin peut-il emporter une charge nucléaire ? Les estimations hautes de dimension et de volume pourraient le rendre compatible à l'avenir avec une capacité duale non avérée à ce jour.

Le facteur Covid-19

Il n'est pas insignifiant que l'accélération subite des essais balistiques de la RPDC survienne en pleine crise sanitaire mondiale. Les conséquences du Covid-19 en Corée du Nord sont mal connues. D'après l'information officielle, le pays était toujours épargné par le coronavirus au début du mois d'avril. Il est donc délicat de savoir dans quelle mesure la vie économique et sociale du pays est précisément affectée⁴³. Les Nord-Coréens avaient de la même manière été officiellement épargnés par les virus Ebola (2014), Sras (2003) et Mers (2012 – 2015). D'après des sources de presse sud-coréennes s'appuyant sur les témoignages anonymes d'officiels nord-coréens⁴⁴, le virus a en réalité commencé de contaminer le pays dès le mois de janvier, avec des premiers décès et des quarantaines imposées avant la décision prise le 20 janvier de fermer la frontière avec la Chine⁴⁵. À l'opposé du discours, la politique très stricte de fermeture, de confinement et de quarantaine mise en place dès le mois de janvier indique bien une grande fébrilité du régime du fait de la fragilité sanitaire du pays. Lundi 23 mars, l'organe officiel du Parti du travail de Corée (PTC), le *Rodong Sinmun*, demandait à la population d'adhérer de façon « *inconditionnelle et absolue* » à la réglementation sur la quarantaine et ajoutait que le non-respect de cette réglementation « *menacerait l'existence même du pays* »⁴⁶. L'augmentation considérable du prix des produits de base⁴⁷ pour les mois de janvier et de février, ainsi que du prix du gaz⁴⁸ illustre la très grande dépendance de l'économie nord-coréenne à l'égard des échanges avec le voisin chinois et pourrait se traduire par des pénuries alimentaires sévères dans les campagnes⁴⁹.

⁴¹ Michael Elleman, op. cit.

⁴² « Supreme Leader Kim Jong Un Observes Demonstration Fire of Tactical Guided Weapon », [KCNA](#), 22 mars 2020.

⁴³ Gabriela Bernal, « How COVID-19 Is Affecting North Korea's Economy », [The Diplomat](#), 31 mars 2020.

⁴⁴ L'Agence de presse sud-coréenne Daily NK notamment.

⁴⁵ Dorian Malovic, « Coronavirus: la Corée du Nord en alerte maximale », [La Croix](#), 9 février 2020. Pour mémoire, les deux pays sont limitrophes sur 1 416 kilomètres de frontière, le point de passage principal se situant entre la ville chinoise de Dandong et la ville nord-coréenne de Sinuiju (pont de l'Amitié sur le fleuve Yalu).

⁴⁶ Voir par exemple Philippe Messmer, « En Corée du Nord, l'omerta sur le coronavirus », [L'Express](#), 30 mars 2020.

⁴⁷ 68% pour le riz, 47% pour la farine.

⁴⁸ Qui a augmenté de 3 700 Won entre janvier et février, pour une fluctuation habituelle entre 13 000 et 15 000 Won.

⁴⁹ Gabriela Bernal, « How COVID-19 Is Affecting North Korea's Economy », [The Diplomat](#), 31 mars 2020.

Dans ce contexte, et moyennant les précautions à prendre du fait d'une information très insuffisante, l'on peut établir entre la crise sanitaire et les derniers essais balistiques des corrélations et émettre des hypothèses. La reprise des essais balistiques peut d'abord être comprise comme une façon pour le leader nord-coréen d'affirmer que les intérêts nationaux de sécurité et de défense ne sont pas minimisés, que le programme balistique continue de progresser, que l'Armée populaire de Corée (APC) continue ses entraînements et ses acquisitions d'équipements en temps de crise. Un tel message, naturellement, aurait une vocation stratégique sur le plan externe (dialogue avec les États-Unis) et politique sur le plan interne (légitimité du *leadership*). Il est même possible que le message politique interne destiné à renforcer le pouvoir fut un facteur significatif des essais de mars sur fond d'une épidémie de Covid-19 plus importante en réalité que ne le reconnaît le discours officiel⁵⁰.

Alors que le régime a décidé la fermeture du pays dès la deuxième moitié du mois de janvier⁵¹, et fort des expériences passées de gestion des crises sanitaires Ebola, Sras et Mers, la reprise d'une activité d'essais en mars est également indicative de ce que le régime prétend pouvoir passer à une séquence plus normale d'activités collectives, y compris militaires. La fin de l'hiver étant habituellement une période de reprise des essais depuis 2014, la reprise effective au mois de mars 2020 est bien un signe de « retour à la normale » alors que les pays occidentaux entraînent eux-mêmes pleinement dans la crise sanitaire. Par ailleurs, il a pu être avancé que les essais de mars correspondaient à une période de distraction des autorités sud-coréennes et américaines par la pandémie de Covid-19. De fait, la Corée du Sud et les États-Unis ont alors reporté certains de leurs exercices militaires communs en raison de la crise sanitaire⁵². L'argument a du mal à convaincre : *a contrario*, c'est la tenue des exercices militaires conjoints qui est en général avancée pour expliquer une reprise des essais par la Corée du Nord.

Au plan strictement militaire, le confinement des forces armées nord-coréennes pour cause de Covid-19 pendant une période qui semble avoir été d'au moins trente jours au début de l'année peut également rendre compte de la reprise des essais dans le rythme inédit du mois de mars. Au cours d'un point de presse le 13 mars 2020, le Commandant des Forces américaines en Corée, le Général Robert B. Abrams, rapportait : « *Ce que je sais, c'est que leurs forces armées ont été fondamentalement enfermées pendant environ 30 jours, et ce n'est que récemment qu'elles ont recommencé un entraînement de routine. Par exemple, ils n'ont pas piloté d'avion pendant vingt-quatre jours. Ils sont donc revenus à des sorties d'entraînement au pilotage.* »⁵³ Un facteur similaire, lié à l'amélioration du moral de l'Armée après une longue période de confinement, pourrait également rendre compte de la supervision de la plupart des tirs par le leader lui-même, alors qu'il ne s'agissait pas de systèmes inédits ou stratégiques. Même s'il est impossible d'évaluer l'impact du coronavirus sur la santé de l'Armée nord-

⁵⁰ Voir par exemple Philippe Messmer, « La mystérieuse gestion de l'épidémie de coronavirus en Corée du Nord », [Le Monde](#), 23 mars 2020.

⁵¹ « Virus chinois : la Corée du Nord va se fermer aux touristes », [Le Figaro/AFP](#), 22 janvier 2020.

⁵² « North Korea fires two missiles as Seoul condemns 'inappropriate' timing », op. cit.

⁵³ « Gen. Robert B. Abrams Holds a Press Briefing on U.S. Forces-Korea's Response to COVID-19, 1 », [Département de la Défense](#), 13 mars 2020.

coréenne, environ 200 soldats nord-coréens seraient morts du Covid-19 et 4 000 autres auraient été mis en quarantaine⁵⁴ selon des sources militaires internes au mois de mars.

En tout état de cause, les facteurs strictement stratégiques et programmatiques qui conditionnent la politique d'essais balistiques de la RPDC sont tels que les essais de mars auraient probablement été réalisés vers cette période en l'absence de Covid-19. L'épidémie a donc pu influencer le cadencement des tirs de la campagne du mois de mars, mais il ne s'agit pas d'un facteur déterminant. Enfin, le réflexe consistant à identifier systématiquement dans les essais balistiques du régime des « messages » politiques est courant et mal étayé en réalité.

Considérée selon un angle légèrement différent, la conduite normale d'essais conséquents dans un pays quasi-paralysé et soucieux de sa survie en cas d'épidémie sévère illustre à la fois la priorisation très forte des programmes stratégiques (balistique et nucléaire) et la confiance des autorités dans l'exercice de leur compartimentation. Pour le reste, il serait trop hypothétique de proposer des scénarios crédibles de comportement du régime en matière balistique dans le courant de l'année selon la progression de la pandémie. Sera bien entendu exploitée toute fragilité perçue de l'administration américaine dans la campagne électorale. Si l'état de santé du leader nord-coréen le permet...

⁵⁴ Joseph Yun, Frank Aum et Paul Kyumin Lee, « North Korea: Coronavirus, Missiles and Diplomacy », [United States Institute for Peace](#), 7 avril 2020.

1. *Nuclear risk reduction: How could the EU contribute?*

Par Sico Van Meer, Policy Brief, Clingendael, mars 2020.

Publié en mars 2020, ce papier propose des mesures que l'Union Européenne (UE) pourrait prendre afin de contribuer à la réduction du risque nucléaire. L'auteur, Sico Van Meer, est chercheur associé à l'Institut Clingendael (Institut néerlandais des relations internationales). Il explique que l'intensification des tensions géopolitiques provoque un renouvellement de la course aux armements et une baisse de confiance dans le multilatéralisme qui rendent le désarmement impossible. Dans ce contexte, la réduction du risque nucléaire apparaît, selon lui, comme un compromis intéressant permettant de continuer à prendre des mesures concrètes allant dans le sens du désarmement, tout en évitant le débat sensible et polarisé de la valeur politico-militaire des armes nucléaires. L'auteur définit le risque nucléaire ou le risque stratégique comme le risque d'utilisation, accidentelle ou volontaire, des armes nucléaires.

Avant de présenter ses propositions de mesures, l'auteur rappelle que l'UE ne compte plus qu'un seul État doté d'armes nucléaires parmi ses membres et donc ne peut contribuer à la prise directe de mesures de réduction du risque nucléaire que de manière limitée. Mais grâce à ses bonnes relations diplomatiques avec presque tous les États dotés et sa participation active au processus d'examen du TNP, elle peut jouer un rôle indirect très important. Même sans sortir de son cercle intérieur, l'UE peut agir en faisant la promotion de toute initiative unilatérale de réduction du risque nucléaire prise par ses États membres ainsi qu'en encourageant la France à jouer un rôle de leader en la matière.

Sico Van Meer présente ensuite ses propositions de mesures de manière plus précise, en les classant dans différentes catégories. Il propose tout d'abord que l'UE prenne des mesures en matière de politique déclaratoire. Bien que presque purement symboliques, il estime que les déclarations d'intention émanant du plus haut échelon de l'exécutif des États contribuent à maintenir un seuil élevé d'utilisation des armes nucléaires.

L'auteur met ensuite en avant une autre catégorie de potentielles mesures qui viseraient à améliorer la communication et la coopération entre les États dotés afin de garantir une bonne gestion des crises et d'éviter toute action fondée sur un malentendu ou une fausse information. Il s'agirait par exemple de garantir des canaux de communication clairs et dénués d'ambiguïté, et d'intensifier le partage d'information concernant de potentielles crises et risques d'escalade de tensions. À cela s'ajouteraient notamment des mesures complémentaires et indispensables de transparence. À cet égard, l'auteur imagine, par exemple, de renforcer les systèmes de notification avant tout lancement de missiles qui pourraient être confondus avec des missiles nucléaires ainsi qu'une amélioration des échanges concernant les exercices militaires.

L'article propose ensuite une troisième catégorie de mesures concernant la procédure d'utilisation des armes nucléaires. Plus opérationnelles, de telles mesures permettraient non seulement de réduire le risque d'utilisation involontaire mais aussi de donner aux décideurs plus de temps de délibération. L'auteur propose tout d'abord de bien séparer les systèmes de commandement et de contrôle nucléaires (C2) et conventionnels dont l'entremêlement rend le C2 nucléaire d'autant plus vulnérable à une cyberattaque. Il pense également que l'UE pourrait encourager les États dotés d'armes nucléaires à annuler les postures de lancement sur alerte de leurs armes et à ne pas les cibler de manière fixe et *a priori* sur des zones densément peuplées. Toujours dans le but d'augmenter le temps de délibération des décideurs, il propose également, par exemple, de stocker les missiles et leurs ogives séparément ou de mettre en place une directive prévoyant une distance minimale à respecter entre les sous-marins et les côtes adverses, rallongeant ainsi le temps entre le potentiel lancement involontaire d'un tir et son arrivée sur la côte.

Enfin, l'auteur propose que l'UE encourage la prise de mesures limitant le nombre d'armes nucléaires, le nombre de catégories d'armes et leurs rôles. Il s'agirait ainsi de réduire, au niveau des doctrines et du positionnement des États, les circonstances dans lesquelles une arme nucléaire serait utilisée, d'éliminer les catégories d'armes nucléaires qui rendent la frontière entre armes nucléaires et conventionnelles plus floue comme les armes non-stratégiques et de limiter le nombre de lieux de stockage et/ou de déploiement des armes nucléaires.

Pour conclure, l'auteur précise qu'au vu du contexte géopolitique actuel, l'action de l'UE devrait se centrer sur des échanges informels ou des déclarations unilatérales, bilatérales ou plurilatérales, plutôt que chercher à élaborer des accords ou traités multilatéraux formels.

CALENDRIER

- **Aucun événement maintenu en mai 2020.**